L'invité

Christophe Reymond
Directeur général du Centre Patronal

Vaud: il faut vouloir changer d'époque

Les turbulences se multiplient autour de l'Etat de Vaud. On ne parle pas ici de la crise qui a stupéfait le Canton en ce début de printemps mais de tout ce qui tourne autour des finances et de la fiscalité. Dans ce domaine, les autorités s'échinent à prendre les choses par le mauvais bout.

Depuis une vingtaine d'années, le Canton de Vaud est gouverné selon une logique rad-soc parfaitement huilée. Le camp socialiste est parvenu à mettre en place de nombreuses subventions dans les domaines de la santé ou des régimes sociaux (prestations d'intérêt général, PC familles, rentes-pont, assurance-maladie) dont la charge ne finit pas d'augmenter. Ces nouveautés coûtent chaque année plus d'un milliard de francs. La tendance radicale, pour sa part, a veillé à maintenir une pompe fiscale tournant à plein régime. Couplée à une économie en croissance, elle a permis de remplir les caisses de l'Etat d'une façon jamais vue.

Il semble que les compromis de ce type aient vécu. Le premier motif en est l'état des finances cantonales, qui se dégrade en raison de charges qui ne sont plus maîtrisées. Rien d'étonnant: toutes les mesures évoquées plus haut ont été programmées pour coûter toujours plus. Il s'agit maintenant de réexaminer ces politiques publiques sous tous leurs aspects: efficacité, efficience, équité, légalité. Un vaste chantier s'ouvre pour notre nouvelle ministre des finances. Celle-ci ressentira probablement aussi une certaine pression du côté des recettes. Le peuple vaudois – lorsqu'il aura la possibilité de voter – pourrait ne pas être indifférent à l'initiative «Baisse d'impôts pour tous», qui vise à redonner du pouvoir d'achat à la classe moyenne. Cela ne rend que plus nécessaire le travail qui doit être entrepris pour juguler les dépenses.